



HAÏTI RÉPONSE RAPIDE FAMINE PREVENTION 2023

23-RR-HTI-58640

Ulrika Ulfsdotter Richardson

Coordinateur Résident / Humanitaire

. PARTIE I – APERÇU DE L'ALLOCATION

RÉSUMÉ DU PROCESSUS ET DE LA CONSULTATION :

Merci d'indiquer quand la revue après action (RAA) a été conduite et qui y a participé.

09/02/2024

Le 9 février 2024, en vue de la préparation du rapport final et conformément aux recommandations des lignes directrices du CERF, OCHA a organisé une revue après action en ligne à laquelle toutes les agences bénéficiaires de cette allocation ont participé : le PAM, la FAO et l'UNICEF. Celles-ci ont discuté du déroulement des projets, de la valeur ajoutée de cette allocation en termes de rapidité, de la réponse, de l'opportunité d'améliorer la coordination entre les agences et d'autres partenaires de mise en œuvre, ainsi que des possibilités d'amélioration de la mobilisation d'autres sources de financement. Les contraintes et les difficultés d'accès liées au contexte d'insécurité ont également été évoquées.

Merci de confirmer que le rapport final a été discuté avec l'équipe humanitaire et/ou l'équipe de pays des Nations-Unies et avec les coordinateurs sectoriels.

Oui Non

Merci de confirmer que le rapport final été partagé pour examen aux intervenants dans le pays (c-à-d les agences bénéficiaires du CERF, les coordinateurs et membres des secteurs/groupes sectoriels et les institutions gouvernementales compétentes).

Oui Non

Les agences bénéficiaires du CERF ont partagé une première contribution de leur agence, que OCHA a compilée et renvoyée avec des commentaires. Les agences ont travaillé directement avec les coordonnateurs de leurs secteur respectifs à l'élaboration de ce rapport. Le document finalisé a été partagé avec la coordinatrice humanitaire pour approbation. Nous soulignons que ce rapport n'a pas été partagé avec les institutions gouvernementales.

1. PRIORISATION STRATÉGIQUE

Déclaration stratégique du Coordinateur Résident / Humanitaire :

L'objectif stratégique de cette allocation CERF RR est de renforcer l'impact et assurer un continuum des interventions menées dans les zones à risques de basculement en IPC5, combler le déficit programmatique de certaines zones en IPC4 et assurer une convergence programmatique dans les zones en IPC 4 avec une forte présence d'acteur de développement

1. Maximiser l'impact des interventions humanitaires multisectoriels dans les zones en IPC 4 à risque de basculement en IPC5 de la zone métropolitaine de Port au Prince pour non seulement éviter un glissement des populations dans une situation d'insécurité alimentaire catastrophique mais garantir la pérennité des interventions.
2. Pallier le déficit programmatique dans les zones en IPC4 du Sud Est aussi exposées aux risques climatiques, qui s'aggraveront à l'approche de la saison des pluies et des cyclones en juin. L'allocation CERF renforcera le footprint humanitaire dans une zone où la présence d'acteurs humanitaire est limitée dans une optique de renforcement de la résilience des population exposées aux chocs climatiques.
3. **Error! Bookmark not defined.** Le CERF assure convergence programmatique avec les fonds alloués par l'UE pour des programmes nutritionnels dans le Nord Est et ceux alloués par BHA et le Canada pour la réponse au choléra dans Sud Est. Pour ce qui est de la sécurité alimentaire, le CERF s'ajoute aux fonds de BHA, FAES/BID, ECHO, AECID, Canada, McGD (USDA) pour des projets de résilience d'urgence et de cantines scolaires mis en œuvre dans la ZMPAP, le Sud-Est et le Nord-est

Ces trois volets stratégiques permettront de renforcer la présence des acteurs humanitaires dans les zones particulièrement exposées à l'insécurité alimentaire liée à la présence des gangs armés. En ciblant particulièrement la Zone métropolitaine de Port-au-Prince qui se trouve sous le contrôle quasi-total des gangs, et celles du Sud-est où l'accès est verrouillé par les gangs depuis juin 2021 au niveau de Martissant sur la route nationale 2, cette allocation enverra un message fort à l'ensemble de la communauté humanitaire, acteurs de développement et bailleurs que l'accès en Haïti, même s'il repose sur des négociations difficiles et risquées avec les gangs armés, est possible. « To stay and deliver » est le principe directeur de cette allocation qui vise le renforcement de la proximité avec la population affectée et la gestion des risques dans un environnement particulièrement dangereux et complexe

Valeur ajoutée du financement CERF :

Lors de la revue après action, la rapidité des procédures administratives du CERF a été mentionnée comme un facteur ayant permis d'apporter une réponse dans les temps. WFP dénote en effet que la priorisation opérationnelle a été validée en mars, suivi du déboursement des fonds en mai et de la réponse alimentaire sur le terrain en juin. UNICEF de son côté signale que le recours à un fournisseur de RUFT et partenaire de mise en œuvre locaux avec lesquels des accords existaient déjà ont également permis de fournir une réponse rapide aux enfants souffrant de malnutrition aiguë. L'aide alimentaire aux personnes déplacées a été coordonnée de manière efficace entre WFP, la Direction générale de la protection civile (DGPC) et OIM, lead du cluster CCCM. Il en a été de même avec UNFPA dans le cadre d'un targeting conjoint permettant aux victimes de VBG de recevoir une aide alimentaire. Cette allocation a aussi permis d'obtenir davantage de données à la suite du screening nutritionnel mené à Cité Soleil et d'alimenter les activités de plaidoyer avec des informations récentes.

Les financements du CERF ont-ils permis de fournir rapidement une assistance aux bénéficiaires ?

Oui

En partie

Non

La distribution des semences vivrières et agricoles de la FAO a eu lieu telle que planifiée et ont permis aux bénéficiaires de récolter. WFP de son côté a assisté davantage de personnes déplacées, soit 39 000, par rapport à sa cible initiale avec des repas chauds et transferts monétaires en réduisant la période d'assistance pour atteindre plus de personnes. Dès le mois de mai, UNICEF a distribué les intrants nutritionnels dans les 4 départements ciblés grâce à un accord contractuel avec un fournisseur local permettant la prise en charge rapide de 15k enfants dont le taux de guérison a été jugé acceptable par rapport aux normes standard.

Le CERF a-t-il contribué à apporter une réponse dans les temps pour répondre aux besoins pour lesquels l'élément « temps » est critique ?

Oui

En partie

Non

La réponse nutritionnelle a été apportée dans les temps grâce au recours à un fournisseur et partenaire de mise en œuvre local avec lesquels des accords existaient déjà. Il en est de même pour la réponse en sécurité alimentaire en raison de procédures administratives entre le CERF et WFP jugées rapides par l'agence. En effet, la priorisation opérationnelle a été validée en mars, suivi du déboursement des fonds en mai et de la réponse sur le terrain en juin. En revanche, des contraintes administratives internes à la FAO n'ont pas permis à l'agence de soutenir la campagne de printemps mais les campagnes suivantes d'été et d'automne.

Le CERF a-t-il amélioré la coordination au sein de la communauté humanitaire ?

Oui

En partie

Non

L'allocation reçue par UNICEF comprenait la cartographie des acteurs nutrition à Cité Soleil ce qui a fait ressortir des doublons et permettre de les éliminer. Cet exercice de rationalisation a permis d'étendre la couverture géographique des activités nutritionnelles. Par ailleurs, l'intervention nutrition a été coordonnée avec une intervention en WASH dans le cadre de la stratégie Wash In Nut. L'aide alimentaire aux personnes déplacées a été coordonnée de manière efficace entre WFP, la Direction générale de la protection civile (DGPC) et OIM, lead du cluster CCCM. Il en a été de même avec UNFPA dans le cadre d'un targeting conjoint permettant aux victimes de VBG de recevoir une aide alimentaire. En revanche, la FAO a relevé des difficultés de coordination lors de la réponse alimentaire dans le sud-est en raison de liste de bénéficiaires et de critères de vulnérabilité non harmonisés avec WFP.

Les fonds du CERF ont-ils contribué à améliorer la mobilisation d'autres sources de financement ?

Oui

En partie

Non

Si le lien entre les fonds CERF et la mobilisation d'autre source de financement n'est pas aisé à démontrer, ces fonds ont toutefois permis de mettre en avant les capacités de mise en œuvre des bénéficiaires des fonds et de leurs partenaires de mise en œuvre, y compris dans des zones difficiles d'accès. Cette allocation a aussi permis d'obtenir davantage de données à la suite du screening nutritionnel mené à Cité Soleil et d'alimenter les activités de plaidoyer avec des informations récentes.

Considérations stratégiques des quatre domaines prioritaires humanitaires¹ :

Dans le cadre de cette allocation, trois des quatre domaines prioritaires chroniquement sous-financés ont été pris en compte :

1. **Appui aux femmes et aux filles incluant la lutte contre le VBG, la santé reproductive et l'autonomisation des femmes** : Tous les agences ont travaillé sur cet aspect. Dans le projet de la FAO, 54% des ménages sélectionnés pour des activités de renforcement des moyens de subsistance sont dirigés par des femmes, qui ont été choisies en priorité dans le processus de ciblage. Ces activités visent à renforcer l'autonomisation des femmes dans le foyer et à réduire les risques de VBG liés aux problèmes économiques. Toutes les interventions de UNICEF pour ce fonds s'est concentré sur les enfants, les femmes enceintes et/ou allaitantes. Le PAM a également donné la priorité aux ménages ayant des enfants de moins de deux ans et/ou des femmes enceintes ou allaitantes, ainsi que les ménages monoparentaux. De plus, le PAM a assisté en cash plus de 4 500 femmes victimes de VBG.
2. **Programmes ciblant les personnes vivant avec un handicap** : Pour garantir une bonne inclusion des personnes vivant avec un handicap, la FAO a lancé un appel d'offres pour des partenaires de mise en œuvre locaux, en s'assurant qu'un ensemble d'organisations de personnes handicapées intervenant dans le domaine de l'agriculture ait accès à cette information. UNICEF a formé spécifiquement ses agents de santé communautaires à la recherche de cas de malnutrition chez les enfants handicapés et les a accompagnés dans les institutions de santé pour y recevoir le traitement approprié. Le PAM a adapté son assistance aux besoins particuliers des personnes handicapées, en veillant à ce que les sites de distribution soient accessibles et que les personnes handicapées soient prioritaires lors de l'enregistrement et des distributions.
3. **Autres aspects de la protection** : Toutes les agences ont formé les membres du projet et le personnel des partenaires de mise en œuvre sur la prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PEAS). Le PAM a affiché des informations concernant sa ligne de réception des plaintes et de feedback dans les sites de distribution pour évaluer la qualité de l'aide fournie. Les interventions ont été menées dans le but de ne pas nuire aux populations affectées. Par exemple, MDM Argentine a organisé des cliniques mobiles dans les zones difficiles d'accès pour éviter que les populations se déplacent vers des zones dangereuses et ne soient exposées à différents types de violence (physique, sexuelle, etc.).

La question de l'éducation dans les crises prolongées reste un domaine sous-financé en Haïti, où la situation sécuritaire limite de plus en plus l'accès à l'éducation. Les écoles sont fermées et celles qui sont accessibles dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince sont occupées par des personnes déplacées depuis plusieurs mois, avec peu de solutions alternatives à ce problème (35 sites de PDI sont des écoles). L'un des défis à ce problème est un manque de capacité technique au sein de la contrepartie gouvernementale et manque de ressources financières également.

¹ En janvier 2019, le coordinateur des secours d'urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires qui sont souvent sous-financés et peu considérés quand des fonds sont alloués à une action humanitaire. Le ERC a recommandé aux CR/CH d'accorder davantage d'attention à ces quatre domaines en s'assurant qu'ils sont pris en compte de manière concrète lors de la priorisation des besoins pour les demandes au CERF. Ces quatre domaines sont : (1) l'appui aux femmes et aux filles incluant la violence basée sur le genre, la santé reproductive et l'autonomisation des femmes ; (2) les programmes ciblant les personnes vivant avec un handicap ; (3) l'éducation dans les crises prolongées ; (4) les autres aspects de la protection. Veuillez-vous référer aux questions et réponses relatives aux quatre domaines prioritaires du ERC [ici](#).

Tableau 1 : Aperçu de financement (US\$)

Montant total nécessaire à la réponse humanitaire	44,400,000
CERF	9,000,001
Fonds humanitaire commun / Fonds pour les interventions d'urgence (le cas échéant)	13,700,000
Autres (bilatéral / multilatéral)	-
Financement total reçu pour la réponse humanitaire (par source ci-dessus)	22,700,001

Tableau 2 : Subventions d'urgence du CERF par projet et secteur / cluster (US\$)

Agence	Code du projet	Secteur / cluster	Montant
FAO	23-RR-FAO-009	Sécurité alimentaire - Agriculture	2,500,000
UNICEF	23-RR-CEF-019	Nutrition	1,500,001
WFP	23-RR-WFP-014	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire	5,000,000
Total			9,000,001

Tableau 3 : Répartition du financement du CERF par modalités de mise en œuvre (US\$)

Total des fonds utilisés directement par les agences des Nations Unies y compris l'acquisition des marchandises de secours	7,998,311
Fonds transférés aux partenaires gouvernementaux *	43,293
Fonds transférés aux partenaires ONG internationales pour mise en œuvre *	50,000
Fonds transférés aux partenaires ONG nationales pour mise en œuvre *	908,397
Fonds transférés aux partenaires de Croix-Rouge et du Croissant-Rouge *	0
Total fonds transférés aux partenaires (IP) *	1,001,690
Total	9,000,001

* Les chiffres indiqués dans le tableau 3 sont basés sur les rapports de projet (partie II, sections 1) et doivent être cohérents avec l'aperçu des sous-subventions en annexe.

2. PRIORISATION OPÉRATIONNELLE

Aperçu situation humanitaire (en anglais pour publication en ligne) :

This CERF grant was allocated to Haiti amidst a backdrop of escalating violence in Port-au-Prince, with gangs progressively gaining control and daily clashes erupting for territorial dominance. This has plunged the country into a cycle of violence, resulting in a deterioration of humanitarian conditions. Despite efforts by humanitarian actors, this violence continues to inflict severe humanitarian impacts. In 2022, the DTM estimated that 155,000 people in the Port-au-Prince metropolitan area were displaced due to urban violence; by 2023, this number had increased by 29%, with over 90,200 displaced individuals now residing in 85 sites. The ongoing violence has exacerbated food insecurity since the allocation of this fund. According to IPC results published on March 22, 2024, 5 million people are classified in IPC3+, compared to 4.4 million in August 2023. Of these, 1.6 million people are in IPC4, compared to 1.4 million in August. In terms of malnutrition, 276,000 cases of acute malnutrition are expected for the projected period from December 2023 to November 2024, representing a 10% increase compared to 2023.

Utilisation opérationnelle de l'allocation CERF (en anglais pour publication en ligne) :

Recipient agencies of this grant provided assistance to 197,824 people in food security and nutrition, implementing life-saving and livelihood restoration activities. Among these beneficiaries, 73.5% were women and girls. However, only 2% of people with disabilities were assisted by the partners, falling short of the expected 5%. In terms of impact, these interventions reduced the risk of IPC5 and prevented a slide towards catastrophic food insecurity, particularly in the Port-au-Prince metropolitan area. According to IPC analyses (CNSA, August 2023), the number of people estimated to be acutely food insecure was 4.4 million, compared with 4.9 million in March 2023. These figures reflect a slight improvement in the number of food insecurity situations. Another significant impact of this funding is the capacity building of local actors involved in community-level response. A dozen national NGOs with deep community roots and knowledge of the local context contributed to the implementation of these activities, receiving 10% of the total funding. As part of this project, a local stakeholder proposed a strategy to ensure the continuity of nutritional care for children during periods of security violence.

Personnes ayant reçu une assistance directe :

Ce projet a directement répondu aux besoins en nutrition et en sécurité alimentaire **de 197,824 personnes**, dépassant de plus de 20 % la cible initiale. Cet excédent s'explique par plusieurs facteurs, notamment la sensibilisation des femmes enceintes et allaitantes par l'UNICEF lors de la célébration de la Semaine mondiale de l'allaitement maternel en août 2023 qui a accueilli une participation plus importante que prévu. De plus, les agents de santé communautaire déployés sur le terrain ont touché un plus grand nombre de femmes par rapport à la cible initiale. Dans le cadre du projet de la FAO, le surplus budgétaire a permis d'inclure plus de 2,500 ménages dans la cible.

L'estimation du nombre de personnes atteintes a été effectuée en utilisant une stratégie visant à éviter le double comptage. Les projets sont mis en œuvre dans les départements du Sud-Est, du Nord-Est et de l'Ouest, où tous les agences interviennent. Pour éviter le double comptage, nous avons choisi le secteur ou l'agence ayant le plus grand nombre de bénéficiaires, en l'occurrence le secteur de la nutrition. À ce calcul, nous ajoutons 36 %, qui représente le nombre de personnes déplacées dans les sites assisté par le PAM, car UNICEF et FAO n'ont pas eu d'activité dans les sites. UNICEF a mené des activités dans les communautés hôtes alors la FAO intervenait beaucoup plus dans le Nord' Est et le Sud 'Est.

Personnes ayant reçu une assistance indirecte :

Quelque 550,000 personnes ont bénéficié de manière indirecte des activités des projets de la FAO et de UNICEF. Pour le PAM, les marchés locaux ont indirectement bénéficié de l'injection de transferts monétaires et de bons d'achat représentant une valeur monétaire totale de plus de 3,4 millions de dollars.

Tableau 4 : Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF par secteur / cluster *

Secteur / cluster	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Sécurité alimentaire - Agriculture	9,375	5,625	11,250	11,250	37,500	9,260	8,616	20,100	17,222	55,198
Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire	7,089	7,443	10,988	9,925	35,445	13,966	12,613	<u>9,009</u>	9,461	45,049
Nutrition	21,300	0	35,400	33,800	90,500	104,613	0	32,315	31,615	168,543

* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

Table 5 : Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF par secteur / cluster *

Categories	Prévu	Atteint
Réfugiés	0	0
Retournés	0	0
Déplacés internes	5,000	16,734
Communautés d'accueil	90,500	168,543
Autres personnes touchées	67,945	12,547
Total	163,445	197,824

Tableau 6 : Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF par sexe et âge *

Sexe & âge	Prévu	Atteint	Nombre de personnes handicapées (PwD) assistées grâce au financement du CERF	
			Prévu	Atteint
Femmes	37,764	109,780	2,311	631
Hommes	13,068	17,280	1,083	662
Filles	57,638	35,648	2,892	977
Garçons	54,975	35,116	2,617	883
Total	163,445	197,824	8,903	3,153

PARTIE II – APERÇU DES PROJETS

3. RAPPORTS DES PROJETS

3.1 Rapport du projet 23-RR-FAO-009

1. Information sur le projet			
Agence :	FAO	Pays :	Haïti
Secteur / cluster :	Sécurité alimentaire - Agriculture	Code du projet :	23-RR-FAO-009
Titre du projet :	Renforcement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations vulnérables des zones touchées par l'insécurité alimentaire		
Date de début :	16/05/2023	Date de fin :	15/11/2023 – 15/02/2024 (date NCE)
Révisions :	Extension sans cout <input checked="" type="checkbox"/>	Redéploiement des fonds <input type="checkbox"/>	Reprogrammation <input type="checkbox"/>

Financement	Montant total des besoins du secteur pour répondre à l'urgence :	US\$ 8,300,000
	Financement total reçu pour la réponse sectorielle de l'agence à l'urgence en cours :	US\$ 2,000,000
	Montant reçu du CERF :	US\$ 2,500,000
	Total des sous-subsventions du CERF transférées aux partenaires de mise en œuvre :	US\$ 246,467
	Partenaires gouvernementaux	-
	Partenaires ONG internationale	-
	Partenaires ONG nationale	US\$ 246,467
Croix Rouge / Croissant Rouge	-	

2. Résumé des résultats obtenus

Grâce à cette allocation CERF, la FAO et ses partenaires ont réalisé les actions suivantes :

1. Fourniture de kits vivriers à 4 000 ménages des communes de Ouanaminthe (800 ménages), Ferrier (500) et Fort Liberté (700) dans le Nord-Est, ainsi qu'à Belle-Anse (1,200 ménages), Grand Gosier (200) et Thiotte (600) dans le Sud-Est. Parmi ces 4 000 ménages, 54% ont une femme cheffe de ménage (2,167 ménages). Dans le Nord-Est (Ferrier, Fort-Liberté et Ouanaminthe) les kits vivriers étaient composés de 10 kg de semences de pois, 5 kg de semences de riz, 5 kg de semence d'arachide ainsi que de 300 boutures de patate douce. Dans le Sud-Est (Belle-Anse, Grand Gosier et Thiotte) les kits étaient composés de 10 kg de semences de pois, 10 kg de semence de haricot, 5 kg de semence de petit mil ainsi que de 300 boutures de manioc. Du fait de reliquats budgétaires disponibles dans l'achat des intrants, 1 400 ménages supplémentaires (700 au Nord-Est et autant au Sud-Est) ont été ciblés pour recevoir des semences vivrières supplémentaires. Ainsi la fourniture de kits vivriers aura ciblé au total 5,400 ménages.

2. Fourniture de semences maraîchères et outils agricoles pour la culture des légumes à 2,000 autres ménages dans les communes de Thiotte (1,000 ménages), Grand Gosier (300) et Belle-Anse (700). Au total, 66% de ces bénéficiaires avaient une femme cheffe de ménage.
3. Fourniture de 2 chèvres par ménage à 1,500 ménages dans les communes de Ouanaminthe (500 ménages), Ferrier (500) et Fort Liberté (500) dans le Nord-Est. Parmi ces 1 500 ménages bénéficiaires, 79% ont une femme cheffe de ménage. Du fait de reliquats budgétaires disponibles dans l'achat des chèvres, 657 ménages supplémentaires dans le Nord-Est sont en cours de ciblage pour recevoir chacun deux chèvres. Ainsi la fourniture de chèvres aura ciblé 2 157 ménages.

En incluant les distributions complémentaires, le projet a permis à 9,557 ménages (55,201 personnes) parmi les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire du Nord-Est et du Sud-Est affectés par les récentes crises de restaurer leurs moyens d'existence et d'améliorer leur sécurité alimentaire à travers des activités de production de légumes maraîchers, de vivriers et d'élevage, entre mars 2023 et 2024, voire au-delà puisque les récoltes et la production caprine vont se poursuivre.

3. Modifications

Du fait des contraintes sécuritaires que le pays a connues en 2023, les livraisons des intrants agricoles et des chèvres ont été ralenties. Les fournisseurs de la FAO n'étaient pas en mesure d'honorer leurs engagements dans les délais fixés. Dans ce contexte, une extension sans coût de 3 mois a été soumise et acceptée par le secrétariat du CERF en novembre 2023. Cette extension sans cout a permis de synchroniser avec la campagne agricole d'automne 2023, débutant en octobre-novembre en particulier pour le résultat 1 de production vivrière.

Excédent budgétaire et aide supplémentaire

Dans le budget soumis, une anticipation de l'augmentation des prix avait été prise en compte. Toutefois, les intrants agricoles ont pu être obtenus à des coûts bien plus bas qu'estimés. Il a donc été procédé à des achats additionnels dits « répétés » auprès des fournisseurs initiaux et cela a permis d'augmenter de 2,057 le nombre de ménages assistés dans ce projet.

4. Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF au niveau du projet *

Secteur / cluster	Sécurité alimentaire - Agriculture									
Catégorie	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Déplacés internes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres personnes touchées	9,375	5,625	11,250	11,250	37,500	9,260	8,616	20,100	17,222	55,198
Total	9,375	5,625	11,250	11,250	37,500	9,260	8,616	20,100	17,222	55,198
Personnes handicapées (PwD) sur le total										
	938	562	1,125	1,125	3,750	138	96	67	57	358

* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

5. Personnes indirectement ciblées par le projet

Le projet a bénéficié indirectement à environ 155,200 habitants des trois communes ciblées par le projet dans le Nord-Est ainsi qu'à 127,900 habitants des 3 communes du Sud-Est, en profitant de la vente des cultures vivrières, maraîchères et de l'élevage caprin sur les marchés locaux. Les enfants des écoles dotés des cantines scolaires s'approvisionnant sur les marchés locaux ont également pu bénéficier d'une plus grande disponibilité en produits locaux.

6. Cadre de résultats du projet CERF

Objectif du projet L'objectif du projet est d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de 37.500 personnes vulnérables (7.500 ménages) des zones touchées par l'insécurité alimentaire sévère à travers le renforcement de leurs moyens d'existence productifs

Résultat 1 La situation nutritionnelle et alimentaire ainsi que les revenus de 2 000 ménages vulnérables (10 000 personnes) dans le Sud-Est sont améliorées par la production, la consommation et la vente des légumes maraîchers.

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster	Sécurité alimentaire - Agriculture			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 1.1	Ag.1 Nombre de personnes bénéficiant d'intrants agricoles (articles/paquets/kits)	10,000	10,600	Rapport intermédiaire Visa Santé
Indicateur 1.2	Nombre de chefs de ménages (au moins 80% de femmes) bénéficiant de renforcement de capacités et encadrés en production maraîchère et en éducation nutritionnelle (avec un ratio de 5 personnes/ ménage)	2,000	2,000	Rapport intermédiaire Visa Santé
Indicateur 1.3	Quantité moyenne de légumes récoltés, en kilogramme par ménage bénéficiaire	300	300	Valeur estimée Récolte en cours

Explication du résultat et de la variation de l'indicateur

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 1.1	Signature des protocoles d'accord entre FAO et ses partenaires locaux, puis sélection des ménages vulnérables bénéficiaires composés d'au moins 80% de femmes/filles cheffes de ménages et de ménages ayant à leur charge des personnes handicapées et/ou âgées	VISA SANTE (Vision sans frontière pour une meilleure santé) Sous la supervision de l'équipe technique de la FAO sur le terrain
Activité 1.2	Distribution des kits maraichères. Semences maraichères (10g de 10 spéculations identifiées avec les ONG partenaires, sacs de fumier (20 kg), houe et arrosoirs. Renforcement de capacités et suivi-encadrement des bénéficiaires Communes ciblées: Belle-Anse, Grand Gosier et Thiotte (Sud-Est)	VISA SANTE (Vision sans frontière pour une meilleure santé) Sous la supervision de l'équipe technique de la FAO sur le terrain
Activité 1.3	Supervision et suivi-évaluation de l'impact de l'action (enquête PDM réalisée avec les partenaires ONG)	VISA SANTE (Vision sans frontière pour une meilleure santé) Sous la supervision de l'équipe technique de la FAO sur le terrain

Résultat 2 L'accès aux aliments vivriers essentiels de 4 000 ménages vulnérables (2 000 ménages dans le Nord-Est et 2 000 ménages dans le Sud-Est) bénéficiaires du projet est amélioré par la protection ou la relance de leurs moyens d'existence axés sur la production agricole.

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster	Sécurité alimentaire - Agriculture			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 2.1	Ag.1 Nombre de personnes bénéficiant d'intrants agricoles (articles/paquets/kits)	20,000	31,453	Rapport intermédiaire GRADEH et CEHPADER
Indicateur 2.2	Nombre de chefs de ménages bénéficiant de renforcement de capacités et encadrés en production vivrière (avec un ratio de 5 personnes/ ménage)	4,000	5,400	Rapport intermédiaire GRADEH et CEHPADER
Indicateur 2.3	Quantité moyenne de différents aliments récoltés, en kilo par ménage bénéficiaire 3 à 4 mois après les semis/plantation	500	500	Valeur estimée Récolte en cours

Explication du résultat et de la variation de l'indicateur

La production moyenne des différentes espèces distribuées par ménage bénéficiaire est variable d'une commune à une autre. Cette variation est due aux variations de situation pédo climatique, notamment la forte précipitation (Front froid) enregistrée une semaine après la plantation en février et un fort vent au moment de la floraison notamment pour le haricot et l'arachide. Dans le Nord-Est, elle a été en moyenne par ménage de 58.5 kg pour le riz, 69 kg pour l'arachide et 24.3 kg pour le haricot. Concernant la production de patate douce ainsi que les récoltes dans le Sud-Est, les données ne sont pas encore disponibles

Dans le budget soumis, une anticipation de l'augmentation des prix avait été prise en compte. Toutefois, les intrants agricoles ont pu être obtenus à des coûts bien plus bas qu'estimés. Il a donc été procédé à des achats additionnels dits « répétés » auprès des fournisseurs initiaux et cela a permis d'augmenter de 1,400 le nombre de ménages ciblés dans le résultat 2

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 2.1	Signature des protocoles d'accord entre FAO et ses partenaires locaux puis avec l'appui de ces partenaires locaux, sélection des ménages vulnérables bénéficiaires composés d'au moins 80% de femmes/filles cheffes de ménages et de ménages ayant à leur charge des personnes handicapées et/ou âgées.	CEHPADER (Nord-Est) et GRADEH (Sud- Est) Sous la supervision des techniques de la FAO dans le Nord-Est et Sud-Est
Activité 2.2	Distribution aux bénéficiaires des kits vivriers composés dans le Nord-Est (Ferrier, Fort-Liberté et Ouanaminthe) de 10 kg de semences de pois, 5 kg de semences de riz, 5 kg de semence d'arachide ainsi que de 300 boutures de patate douce. Dans le Sud-Est (Belle-Anse, Grand Gosier et Thiotte) les kits sont composés de 10 kg de semences de pois, 10 kg de semence de haricot, 5 kg de semence de petit mil ainsi que de 300 boutures de	CEHPADER (Nord-Est) et GRADEH (Sud- Est) Sous la supervision des techniques de la FAO dans le Nord-Est et Sud-Est

	manioc. Formation et suivi-encadrement des bénéficiaires	
Activité 2.3	Supervision et suivi-évaluation de l'impact de l'action (enquête PDM réalisée avec les partenaires ONG)	CEHPADER (Nord-Est) et GRADEH (Sud- Est) Sous la supervision des techniques de la FAO dans le Nord-Est et Sud-Est

Résultat 3 L'accès aux protéines animales de 1 500 ménages vulnérables (7 500 personnes) dans le Nord-Est bénéficiaires du projet est amélioré par la relance de la production d'élevage caprin.

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster	Sécurité alimentaire - Agriculture			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 3.1	Ag.1 Nombre de personnes bénéficiant d'intrants agricoles (articles/paquets/kits)	7,500	13,148	Rapport intermédiaire MFPEJA
Indicateur 3.2	Nombre de chefs de ménages bénéficiant de renforcement de capacités et encadrés en production et commercialisation caprine (avec un ratio de 5 personnes/ ménage)	1,500	2,157	Rapport intermédiaire MFPEJA
Indicateur 3.3	Nombre de chevreaux produits après 6 mois d'élevage par ménage	3	3	Valeur estimée. Collecte des données en cours
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur	Dans le budget soumis, une anticipation de l'augmentation des prix avait été prise en compte. Toutefois, les intrants agricoles ont pu être obtenus à des coûts bien plus bas qu'estimés. Il a donc été procédé à des achats additionnels dits « répétés » auprès des fournisseurs initiaux et cela a permis d'augmenter de 657 le nombre de ménages ciblés dans le résultat 3.			

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 3.1	Elaboration des spécifications techniques des chèvres de race locale par le consultant vétérinaire et validées par le fonctionnaire responsable de l'élevage du bureau sous régional de la FAO (SLM).	MFPEJA Sous la supervision de l'équipe technique de la FAO sur le terrain
Activité 3.2	Renforcement de capacités des bénéficiaires sur l'élevage et la reproduction des chèvres par le consultant vétérinaire et le responsable de l'élevage de la DDA-NE	MFPEJA Sous la supervision de l'équipe technique de la FAO sur le terrain
Activité 3.3	Achat des 3.000 chèvres, sélection des 1.500 bénéficiaires (femmes cheffes de ménages et/ou ménages ayant une personne vivant avec un handicap), et distribution dans le Nord-Est, communes de Ferrier, Fort-Liberté et Ouanaminthe.	MFPEJA Sous la supervision de l'équipe technique de la FAO sur le terrain
Activité 3.4	Supervision et suivi-évaluation de l'impact de l'action (enquête PDM réalisée avec les partenaires ONG)	MFPEJA Sous la supervision de l'équipe technique de la FAO sur le terrain

7. Programmation efficace

Le CERF attend des partenaires qu'ils intègrent et tiennent dûment compte des questions transversales telles que la redevabilité envers les personnes affectées (AAP), la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA), les personnes handicapées (PwD), la centralité de la protection ainsi que le genre et l'âge. En outre, le Coordonnateur des Secours d'Urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires sous-financés² qui manquent souvent de considération et de visibilité appropriées : les femmes et les filles, les personnes handicapées, l'éducation et la protection. **Dans la section suivante, veuillez montrer comment les questions intersectorielles et les quatre domaines prioritaires sous-financés du ERC ont été intégrés et devraient mettre en évidence l'impact obtenu si possible.**

a. Redevabilité envers les personnes affectées (AAP)³ :

Les personnes touchées par la crise et ciblées par l'intervention de la FAO (y compris les groupes vulnérables) ont été impliquées dans la définition des besoins et la priorisation des actions du projet dès le début de la conception du projet par l'intermédiaire des organisations communautaires de base et des dirigeants des communautés. Lors du choix des activités prioritaires de ce projet, les équipes de la FAO se sont rendues sur place en mars-avril 2023 et ont rencontré les autorités locales des communes ciblées dans les départements du Nord-Est et du Sud-Est. Ces visites ont permis d'ajuster les interventions prévues, notamment concernant les cultures vivrières préférées.

La sélection des bénéficiaires du projet a été réalisée par un comité de ciblage pour chacune des trois activités (maraîchage, cultures vivrières et élevage) et dans chaque commune. Ces comités mixtes étaient composés des représentants des OCBs et des autorités locales. Le partenaire et le personnel de la FAO partageaient des informations régulièrement avec la communauté sur les activités réalisées et les activités en cours. Ces mêmes comités ont participé à la planification des distributions des intrants agricoles et des chèvres et assuraient un suivi régulier de ces activités de concert avec les partenaires de terrain de la FAO et les responsables des Bureaux Agricoles Communaux du ministère de l'agriculture.

b. Mécanismes de retour d'information et de plainte d'APP :

Les premières étapes de la mise en place du mécanisme de gestion des plaintes avec l'ONG national GDG (Guynemer Développement Groupe) se sont déroulées en février – mars 2024. Les activités menées ont été les suivantes :

1. Sensibilisation auprès des autorités locales et les comités de ciblage de l'importance d'un mécanisme de gestion des plaintes et susciter l'engagement actif des parties prenantes pour la mise en place du système. Présentation des avancées du projet et des éléments clés du mécanisme et favoriser son adoption par les bénéficiaires.
2. Sensibilisation auprès des membres de la communauté, les OCBs, les Associations d'agriculteurs, les Associations de Femmes.
3. Présentation des éléments clés du mécanisme et échanges sur moyens et méthodes de collecte d'information.
4. Développement du protocole de collecte des données, avec la conception de formulaires de collecte de données pour chaque canal de communication.

Les premiers résultats sur la gestion des plaintes et mécanismes de retour d'information ne sont pas encore disponibles.

c. Prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA) :

² En janvier 2019, le coordonnateur des secours d'urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires qui sont souvent sous-financés et peu considérés quand des fonds sont alloués à une action humanitaire. Le ERC a recommandé aux CR/CH d'accorder davantage d'attention à ces quatre domaines en s'assurant qu'ils sont pris en compte de manière concrète lors de la priorisation des besoins pour les demandes au CERF. Bien que le CERF reste axé sur les besoins, l'ERC recherchera des équipes de pays pour prioriser les projets et les activités intégrées qui abordent systématiquement et efficacement ces quatre domaines. Ces quatre domaines sont : (1) l'appui aux femmes et aux filles incluant la violence basée sur le genre, la santé reproductive et l'autonomisation des femmes ; (2) les programmes ciblant les personnes vivant avec un handicap ; (3) l'éducation dans les crises prolongées ; (4) les autres aspects de la protection. Veuillez-vous référer aux questions et réponses relatives aux quatre domaines prioritaires du ERC [ici](#).

³ Le AAP et le PSEA font partie intégrante des engagements de l'IASC et sont donc obligatoires pour la conformité de toutes les agences et partenaires des Nations Unies. Les agences n'ont pas nécessairement besoin de mettre en place de nouveaux mécanismes AAP et PSEA pour les projets CERF si des mécanismes fonctionnels sont déjà en place. Pour plus d'informations, veuillez référer [aux engagements de l'IASC AAP](#).

Le personnel de la FAO en Haïti a reçu une formation continue sur la Prévention de l'Exploitation et des Abus Sexuels (PEAS). Dès le début du projet, la FAO a organisé une formation PEAS du personnel de ses partenaires et des autorités locales. Avant le début de chaque activité, les bénéficiaires, les OCB et les Associations de femmes ont été informés sur la PEAS, le mécanisme de réclamation et la confidentialité des informations reçues. Les numéros de téléphone des points focaux PEAS du Bureau Intégré des Nations Unies leurs ont été communiqués. Dans l'éventualité d'un cas d'EAS, la voie officielle pour informer est également communiqué tout en utilisant une stratégie centrée sur les victimes. Des matériels de communication tels que des affiches adaptées avec image sont dans les bureaux du projet avec des informations claires sur les consignes à respecter en matière de PSEA.

d. Focus sur les femmes, les filles et les minorités sexuelles et de genre, y compris la violence sexiste :

Les ménages dirigés par les femmes ont été ciblés en priorité parmi les chefs de ménages. Ainsi au moins 80% de femmes étaient ciblées. Dans le cadre de ce projet ce fut une approche transversale genre qui tient compte de l'intersectorialité qui a été utilisée afin de garantir la participation des hommes et des femmes. En ce qui concerne, les formations, il a fallu trouver des horaires qui ne correspondent pas aux heures d'écoles en raison du fait que dans les zones urbaines ce sont majoritairement les femmes qui vont chercher leurs enfants à l'école.

L'équipe de la FAO a également gardé une communication constante avec les ménages dirigés par les femmes pour atteindre ce niveau de participation mais y a des efforts supplémentaires à faire afin de sensibiliser davantage les femmes et de suggérer des mesures spécifiques afin d'augmenter le niveau de participation de ces ménages. De plus, lors de la planification des rencontres des comités de ciblage des bénéficiaires et des distributions des intrants agricoles et des chèvres, les équipes de terrain des partenaires d'implémentation ainsi que celle de la FAO ont dûes s'arranger pour que les jours de ces rencontres et des distributions ne coïncident pas avec ceux des marchés dans le but de permettre aux femmes de participer pleinement dans les activités du projet.

e. Personnes handicapées (PwD) :

Bien que le projet ne soit pas focalisé sur les personnes handicapées, des efforts ont été entrepris pour les cibler spécifiquement. Ainsi, la planification du projet a été faite sur une base inclusive en donnant accès et opportunités aux personnes vulnérables telles que les personnes vivant avec un handicap. Comme exemple le lancement des appels d'offre est ouvert à toutes les organisations à but non lucratif notamment les Organisations des personnes handicapés. Aussi, le personnel de la FAO ainsi que les partenaires ont été sélectionnés sur une base de conduite éthique afin de réduire les risques d'exclusion des personnes handicapées et de fournir en toute sécurité et dans la dignité l'assistance nécessaire.

Dans les protocoles d'accord, les partenaires ont été tenus de prendre les dispositions nécessaires pour garantir la participation des personnes ciblées aux lieux appropriés. Un critère transversal de vulnérabilité a été intégré aux critères de ciblage des bénéficiaires des interventions de la FAO pour que les ménages vulnérables ayant à leur charge une personne handicapée et / ou une personne âgée soient prioritaires. Néanmoins, ces partenaires d'implémentation ont fait part de leurs difficultés à atteindre les 10% ciblés initialement, tout en ayant des ménages disposées et disponibles pour entreprendre les activités agricoles prévues. Il faut noter que les ménages bénéficiaires des distributions de chèvres avaient les meilleurs taux de personnes atteintes de handicap. Ils représentaient environ 10% du total des ménages ciblés.

f. Protection :

L'intégration des questions de protection dans la conception et la mise en œuvre des programmes d'urgence est vue comme une obligation pour la FAO. La protection est une composante transversale de ce projet sur les deux niveaux stratégique et opérationnel. L'intégration de la protection a commencé par des indicateurs spécifiques au genre et par une analyse de ceux qui, parmi les ménages vulnérables affectés par la crise socio-économique et l'insécurité, étaient le plus exposés à des risques accrus de négligence, de discrimination, d'abus, d'exploitation et de violation de leurs droits comme les femmes et les personnes vivant avec un handicap. Cette analyse, adaptée à ce contexte, a été effectuée via les protocoles d'accord avec les ONG, durant l'échantillonnage afin de donner la priorité à ceux qui sont le plus dans le besoin et les plus menacés. L'approche de la FAO dans le contexte de cette allocation CERF s'est

centrée sur l'expérience de son personnel de terrain à mettre en œuvre des projets en lien à l'autonomisation socioéconomique des femmes rurales et le renforcement des capacités des partenaires ONG en particulier sur la Protection contre l'Exploitation et les Abus Sexuels.

g. Éducation :

NA

8. Programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat

Utilisation de programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat :

Prévu	Atteint	Nombre total de personnes recevant l'assistance
Sélectionnez un élément dans le menu déroulant	Non	0

Si **non**, veuillez expliquer pourquoi les transferts monétaires / les bons d'achat n'ont pas été pris en compte. Lorsque cela est possible, cet programme doit être considéré comme une option de réponse par défaut, et les transferts monétaires à objectifs multiples (MPC) doivent être utilisés dans la mesure du possible.

Si **oui**, notez brièvement comment les transferts monétaires / les bons d'achat sont utilisés, en soulignant l'utilisation des transferts monétaires à objectifs multiples (MPC), et si des liens avec les systèmes de protection sociale existants ont été explorés.

Le mécanisme de soutien via des transferts monétaires/ bons d'achat a été étudié dans le cadre de cette intervention mais n'a pas été retenu. Les besoins exprimés par les populations rencontrées dans ces communes étaient davantage en faveur d'un soutien en nature, notamment à la recherche de semences de qualité. Il faut noter que les semences maraîchères de qualité ne sont pas disponibles sur les marchés locaux, il en a été de même pour l'acquisition des chèvres.

Paramètres de modalité PMT / de bons d'achat :

Activité spécifique (y compris le # d'activité du cadre de résultats ci-dessus)	Nombre de personnes	Valeur du cash (US\$)	Secteur / cluster	Restriction
[À remplir]	[À remplir]	US\$ [À remplir]	Sélectionnez un élément dans le menu déroulant	Sélectionnez un élément dans le menu déroulant

9. Visibilité des activités financées par le CERF

Titre	Lien web / source
Article	https://www.fao.org/haiti/actualites/detail-events/fr/c/1677389

3.2 Rapport du projet 23-RR-CEF-019

1. Information sur le projet			
Agence :	UNICEF	Pays :	Haïti
Secteur / cluster :	Nutrition	Code du projet :	23-RR-CEF-019
Titre du projet :	Réponse nutritionnelle d'urgence dans les zones affectées par les crises alimentaires et nutritionnelles dans les départements de l'Ouest, du Sud-Est et du Nord-Est		
Date de début :	19/05/2023	Date de fin :	18/11/2023
Révisions :	Extension sans cout <input type="checkbox"/>	Redéploiement des fonds <input type="checkbox"/>	Reprogrammation <input type="checkbox"/>

Financement	Montant total des besoins du secteur pour répondre à l'urgence :	US\$ 16,000,000
	Financement total reçu pour la réponse sectorielle de l'agence à l'urgence en cours :	US\$ 4,600,000
	Montant reçu du CERF :	US\$ 1,500,001
	Total des sous-subsventions du CERF transférées aux partenaires de mise en œuvre :	US\$ 243,283
	Partenaires gouvernementaux	US\$ 43,293
	Partenaires ONG internationale	US\$ 50,000
	Partenaires ONG nationale	US\$ 150,000
Croix Rouge / Croissant Rouge	-	

2. Résumé des résultats obtenus

Le projet de réponse nutritionnelle d'urgence dans les zones affectées par les crises alimentaires et nutritionnelles a été mise en œuvre dans les départements de l'Ouest, du Sud-Est et du Nord-Est entre mai et novembre 2023.

Durant la période de mise en œuvre, les résultats ci-dessous ont été atteints :

- 64,300 (33,216 filles et 31,084 garçons) enfants ont été dépistés pour la malnutrition aigüe dans les départements cibles
- 15,140 enfants atteints de malnutrition aigüe (5,400 MAS et 10,640 MAM) ont été pris en charge, avec un taux de guérison de 92%, un taux d'abandon de 8 % et un taux de décès de 0%
- 10,200 cartons d'ATPE prévu dans le cadre du projet ont été achetés pour la prise en charge institutionnelle et communautaire des enfants atteints de MAS et de MAM

En plus les résultats ci-dessous ont été atteints :

- 6,323 enfants ont été supplémentés en poudres de micronutriments dans le Nord-Est plus spécifiquement
- 42,310 femmes enceintes et allaitantes ont été sensibilisées sur l'ANJE-U dans les départements cibles
- 4,500 kits WASH in nutrition ont été distribués aux parents des enfants souffrant de Malnutrition Aigüe Sévère ;

Par ailleurs, l'ONG OCCEDH qui fait partie des ONG de mise en œuvre notamment dans les zones difficiles d'accès en zone métropolitaine de Port-au-Prince a mis en place une bonne pratique résumée dans l'encadré ci-dessous :

OCCEDH a identifié des acteurs communautaires dans les zones difficiles d'accès (La Saline par exemple). Ces agents ont été formés sur le dépistage et le traitement des enfants souffrant de malnutrition aigüe sévère et modéré sans complication. Ensuite

de petites quantités de Plumpy Nut leur ont été remises et ainsi, pendant les périodes de crises sécuritaires où ces zones sont totalement inaccessibles par les agents de santé d'OCCEDH, ce sont les agents communautaires résidants dans ces zones qui assurent la continuité de soins pour les enfants sous traitement, mais aussi l'identification de nouveaux cas de malnutrition aiguë et les soumetts sous traitement. Cette bonne pratique mise en place a permis d'assurer la disponibilité de l'offre de soins de prise en charge pour les enfants souffrant de malnutrition aiguë dans les zones difficiles d'accès sans discontinuité et ce malgré les défis sécuritaires.

3. Modifications

Aucune modification significative n'est survenue au cours de la mise en œuvre du projet

4. Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF au niveau du projet *

Secteur / cluster	Nutrition									
	Prévu					Atteint				
Catégorie	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Déplacés internes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Communautés d'accueil	21,300	0	35,400	33,800	90,500	104,613	0	32,315	31,615	168,543
Autres personnes touchées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	21,300	0	35,400	33,800	90,500	104,613	0	32,315	31,615	168,543
Personnes handicapées (PwD) sur le total										
	876	0	998	798	2,672	ND	0	ND	ND	ND

* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

5. Personnes indirectement ciblées par le projet

Durant la mise en œuvre du projet, 104,613 femmes enceintes et femmes allaitantes ont été sensibilisées à travers 3 séances de sensibilisation sur les bonnes pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant. Nous estimons que près de 400 000 personnes, membres du ménage de ces femmes bénéficieront indirectement de ces activités.

6. Cadre de résultats du projet CERF

Objectif du projet	Le projet vise à réduire la mortalité associée à la malnutrition aiguë à travers la mise en œuvre d'un paquet d'interventions axées sur la prévention et la prise en charge de la malnutrition aiguë dans les trois zones d'intervention
Résultat 1	Les enfants de moins de 5 ans dans les trois zones d'interventions bénéficient d'un paquet curatif d'interventions nutritionnelles d'urgence axé sur le dépistage de la malnutrition et la prise en charge de qualité des cas de malnutrition aiguë (modérée et sévère) .

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster	Nutrition			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 1.1	N.4 Nombre de personnes dépistées pour malnutrition aiguë (Nombre d'enfants de 6-59 mois dépistés pour la malnutrition aiguë (modérée et sévère))	65,000	63,930	SISNU
Indicateur 1.2	Nombre d'enfants de 6-59 mois pris en charge pour la malnutrition aiguë (modérée et sévère)	15,200	15,140	SISNU

Explication du résultat et de la variation de l'indicateur	<p>Indicateur 1.1 :</p> <p>La différence entre la cible et la valeur atteinte est faible (65,000 ciblées versus 63,930 atteintes). Cette légère différence s'explique par le fait que par moment certaines zones de mise en œuvre du projet étaient totalement inaccessibles par les agents de santé.</p> <p>Indicateur 1.2 :</p> <p>La différence entre la cible et la valeur atteinte est très légèrement différente (15,200 cibles versus 15,140 atteints). La raison mentionnée pour l'indicateur est valable pour cet indicateur aussi</p>
-------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 1.1	Achat, distribution et prépositionnement d'intrants pour la prise en charge de la malnutrition	UNICEF et partenaires de mise en œuvre
Activité 1.2	Dépistage et référencement des cas des de malnutrition aiguë	Les ONGs : OCCEDH, Centre Hospitalier Fontaine, MDM argentine, Les centres Gheskio Les Agents de santé communautaires polyvalents,
Activité 1.3	Prise en charge des cas de malnutrition aiguë dans les institutions sanitaires et au niveau communautaires	Les ONGs : OCCEDH, Centre Hospitalier Fontaine, MDM argentine, Les centres Gheskio Les Agents de santé communautaires polyvalents, Hôpital Universitaire de la Paix, Hôpital Foyer Saint Camille

Résultat 2 Les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et allaitantes dans les trois zones d'interventions bénéficient d'un paquet préventif d'interventions nutritionnelles axé sur la distribution de poudres à base de micronutriments, la sensibilisation sur les pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant et la promotion des bonnes pratiques d'hygiène et d'assainissement

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster	Nutrition			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 2.1	N.5 Nombre de personnes recevant des suppléments de vitamines et/ou de micronutriments (Nombre d'enfants de 6-23 mois bénéficiant de poudres à base de micronutriments)	4,200	6,323	SINSU
Indicateur 2.2	N.6 Nombre de personnes recevant des formations et/ou de sessions de sensibilisation communautaire sur l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant en situation d'urgence (Nombre de femmes enceintes et allaitantes sensibilisées sur les pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant en situation d'urgence)	21,300	104,613	Rapports d'activités des acteurs de mise en œuvre
Indicateur 2.3	WS.16b Nombre de kits EAH/hygiène distribués (Nombre d'accompagnants d'enfants malnutrition bénéficiant de kits WASH au profit du ménage)	4,500	4,500	Rapports d'activités des acteurs de mise en œuvre

Explication du résultat et de la variation de l'indicateur

Indicateur 2.1 :
Le nombre d'enfants atteint est plus que la cible (4,200 ciblés versus 6,323 atteints). En effet, le fond CERF a complété un autre financement existant qui appuyait la même activité notamment dans le département du nord-est expliquant ce dépassement

Indicateur 2.2 :
Le nombre de femmes enceintes et femmes allaitantes sensibilisées cible dépasse largement nombre de femmes enceintes et femmes allaitantes. En effet, après la formation des agents de santé communautaires et leur déploiement notamment dans les communes de la zone métropolitaine de Port-au-Prince, cette activité a été multipliée. La célébration de la semaine mondiale de l'allaitement maternel en août 2023 a aussi permis de sensibiliser plusieurs femmes enceintes et allaitantes.

Indicateur 2.3 :
Le nombre de kits Wash in nutrition distribué a été le même (4 500 kits achetés et 4 500 kits distribués aux mères des enfants souffrant de malnutrition aigüe sévère).

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 2.1	Achat, distribution et pré-positionnement de poudres à base de micronutriments pour la fortification à domicile	UNICEF
Activité 2.2	Distribution de poudre à base de micronutriments aux enfants de 6-23 mois	Les ONGs : OCCEDH, Centre Hospitalier Fontaine, MDM argentine, Les centres Gheskio Les Agents de santé communautaires polyvalents

Activité 2.3	Sensibilisation des femmes enceintes et allaitantes sur les pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant en situation d'urgence	Les ONGs : OCCEDH, Centre Hospitalier Fontaine, MDM argentine, Les centres Gheskio Les Agents de santé communautaires polyvalents
Activité 2.4	Mettre en œuvre la stratégie Wash-in-Nut à travers la promotion du lavage des mains et de l'assainissement de l'environnement immédiat de l'enfant malnutris tant lors des séances de prise en charge de la malnutrition au sein des structures qu'au niveau communautaire.	MDM argentine, Gheskio, OCCEDH

7. Programmation efficace

Le CERF attend des partenaires qu'ils intègrent et tiennent dûment compte des questions transversales telles que la redevabilité envers les personnes affectées (AAP), la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA), les personnes handicapées (PwD), la centralité de la protection ainsi que le genre et l'âge. En outre, le Coordonnateur des Secours d'Urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires sous-financés⁴ qui manquent souvent de considération et de visibilité appropriées : les femmes et les filles, les personnes handicapées, l'éducation et la protection. **Dans la section suivante, veuillez montrer comment les questions intersectorielles et les quatre domaines prioritaires sous-financés du ERC ont été intégrés et devraient mettre en évidence l'impact obtenu si possible.**

a. Redevabilité envers les personnes affectées (AAP)⁵ :

Les populations affectées ont été impliquées dans la mise en œuvre de ce projet à travers 105 agents de santé communautaires qui sont issus des localités affectées par les déplacements internes. Ces agents ont été formés sur la promotion des bonnes pratiques d'alimentation du nourrisson et du jeune enfant et sur la prise en charge des cas de malnutrition aigüe. Ces agents sont l'émanation des communautés et remontaient les ressentis des populations aux responsables des ONGs de mise œuvre pour ajuster les approches de mise en œuvre du projet selon les ressentis des communautés. En plus, 3 ONGs locales (OCCEDH, CHF et Gheskio) et des institutions sanitaires étatiques (Hôpital Universitaire de La Paix) ont été impliqués dans la mise en œuvre, ce qui permet d'assurer une appropriation effective du projet tant dans la mise en œuvre que dans le suivi.

b. Mécanismes de retour d'information et de plainte d'APP :

Les agents de santé communautaires, lors des activités des visites à domicile, recensaient les feedbacks des communautés, les faisaient remonter aux responsables des ONGs et autres structures de mise en œuvre pour mieux adapter les interventions aux besoins des populations. En plus sur les sites des institutions sanitaires, des boîtes à suggestions ont été mises en place pour recueillir les avis des populations utilisatrices des services. Ces boîtes à suggestions sont consultées chaque semaine et les avis pertinents des populations qui y sont incluses ont servi de base pour réorienter la mise œuvre des interventions.

c. Prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA) :

Les prestataires de services de nutrition de même que les agents de santé communautaires ont reçu des sessions de briefings sur la Prévention de l'exploitation et des abus sexuels en marge de leur formation sur la nutrition. Ainsi, ces agents ont procédé à la sensibilisation des femmes qui utilisaient les services sur la prévention de l'exploitation et des abus sexuels et les encourageaient à recourir à une prise en charge exhaustive des cas (psychosociale, juridique, médicale etc).

⁴ En janvier 2019, le coordonnateur des secours d'urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires qui sont souvent sous-financés et peu considérés quand des fonds sont alloués à une action humanitaire. Le ERC a recommandé aux CR/CH d'accorder davantage d'attention à ces quatre domaines en s'assurant qu'ils sont pris en compte de manière concrète lors de la priorisation des besoins pour les demandes au CERF. Bien que le CERF reste axé sur les besoins, l'ERC recherchera des équipes de pays pour prioriser les projets et les activités intégrées qui abordent systématiquement et efficacement ces quatre domaines. Ces quatre domaines sont : (1) l'appui aux femmes et aux filles incluant la violence basée sur le genre, la santé reproductive et l'autonomisation des femmes ; (2) les programmes ciblant les personnes vivant avec un handicap ; (3) l'éducation dans les crises prolongées ; (4) les autres aspects de la protection. Veuillez-vous référer aux questions et réponses relatives aux quatre domaines prioritaires du ERC [ici](#).

⁵ Le AAP et le PSEA font partie intégrante des engagements de l'IASC et sont donc obligatoires pour la conformité de toutes les agences et partenaires des Nations Unies. Les agences n'ont pas nécessairement besoin de mettre en place de nouveaux mécanismes AAP et PSEA pour les projets CERF si des mécanismes fonctionnels sont déjà en place. Pour plus d'informations, veuillez référer [aux engagements de l'IASC AAP](#).

d. Focus sur les femmes, les filles et les minorités sexuelles et de genre, y compris la violence sexiste :

Les interventions de nutrition conduites sous ce financement étaient focalisées sur les plus vulnérables des populations que sont les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et femmes allaitantes. La totalité des bénéficiaires ont été ces 2 catégories de populations vulnérables comme le montre le résultat ci-dessus.

e. Personnes handicapées (PwD) :

Les interventions offertes dans le cadre de ce projet ont permis à tous les enfants de moins de 5 ans et à toutes les femmes enceintes et femmes allaitantes sans discrimination aucune d'accéder aux services de nutrition. De manière spécifique, les agents de santé communautaires ont été formés pour la recherche des cas de malnutrition avec handicap et les accompagnent dans les institutions sanitaires pour y recevoir le traitement adéquat. Par ailleurs, les outils de collecte des données disponibles ne permettent pas de collecter les données par rapport aux personnes handicapées.

f. Protection :

Les interventions réalisées ont été faites dans l'esprit de ne pas nuire aux populations affectées. C'est pour cette raison que MDM Argentine par exemple conduisait des cliniques mobiles vers les populations pour éviter que les populations se déplacent vers des zones insécures et être exposées aux différents types de violences (physiques, sexuelles etc).

g. Éducation :

Ce volet n'était pas pertinent pour ce projet qui était une réponse à une crise nutritionnelle aigue pour réduire la morbi-mortalité parmi les enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes et femmes allaitantes.

8. Programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat

Utilisation de programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat :

Prévu	Atteint	Nombre total de personnes recevant l'assistance
Non	Non	0

Si **non**, veuillez expliquer pourquoi les transferts monétaires / les bons d'achat n'ont pas été pris en compte. Lorsque cela est possible, cet programme doit être considérée comme une option de réponse par défaut, et les transferts monétaires à objectifs multiples (MPC) doivent être utilisées dans la mesure du possible.

Si **oui**, notez brièvement comment les transferts monétaires / les bons d'achat sont utilisée, en soulignant l'utilisation des transferts monétaires à objectifs multiples (MPC), et si des liens avec les systèmes de protection sociale existants ont été explorés.

Le mode operandi de ce projet n'avait pas prévu de transfert monétaire car il s'agissait des interventions spécifiques et techniques qui sont offertes par les agents de santé et les agents communautaires de santé à travers les institutions sanitaires, les cliniques mobiles et les activités communautaires. Les enfants souffrant de malnutrition aigüe avait donc besoin que des produits nutritionnels spécifiques soient administrés par des agents de santé formés. De plus, cette approche de transfert monétaire pour la réponse nutritionnelle en situation humanitaire devrait être validée par le secteur nutrition à travers le MSPP.

Paramètres de modalité PMT / de bons d'achat :

Activité spécifique (y compris le # d'activité du cadre de résultats ci-dessus)	Nombre de personnes	Valeur du cash (US\$)	Secteur / cluster	Restriction
---------------------------------------------------------------------------------------	------------------------	--------------------------	-------------------	-------------

[À remplir]

[À remplir]

US\$ [À remplir]

Sélectionnez un élément dans le menu déroulant

Sélectionnez un élément dans le menu déroulant

9. Visibilité des activités financées par le CERF

Titre	Lien web / source
Miss Dulaine, a 37-year-old nurse's aid, who works on malnutrition clinic is weighed Lovedaline, Adeline daughter at a nutrition clinic run by UNICEF in Grandon, North-East of Haiti.	UNICEF WeShare - nutrition-Reponse-NUT-13.jpg
Miss Dulaine, a 37-year-old nurse's works nutrition clinic run by UNICEF, in Grandon, North-East of Haiti	UNICEF WeShare - nutrition-Reponse-NUT-12.jpg

3.3 Rapport du projet 23-RR-WFP-014

1. Information sur le projet			
Agence :	WFP	Pays :	Haïti
Secteur / cluster :	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire	Code du projet :	23-RR-WFP-014
Titre du projet :	Rapid Response Famine Prevention		
Date de début :	23/05/2023	Date de fin :	22/11/2023
Révisions :	Extension sans cout <input type="checkbox"/>	Redéploiement des fonds <input type="checkbox"/>	Reprogrammation <input type="checkbox"/>

Financement	Montant total des besoins du secteur pour répondre à l'urgence :	US\$ 25,400,000
	Financement total reçu pour la réponse sectorielle de l'agence à l'urgence en cours :	US\$ 7,100,000
	Montant reçu du CERF :	US\$ 5,000,000
	Total des sous-subsventions du CERF transférées aux partenaires de mise en œuvre :	US\$ 532,089
	Partenaires gouvernementaux	-
	Partenaires ONG internationale	-
Partenaires ONG nationale	US\$ 532,089	
Croix Rouge / Croissant Rouge	-	

2. Résumé des résultats obtenus

Through this CERF contribution, WFP provided life-saving food assistance to a total of 45,049 people through the following modalities:

- 16,734 IDPs benefitted from hot meals intervention in the metropolitan area and the Ouest Department during a week.
- 23,760 people (4,752 households) in IPC4 received emergency food assistance through cash-based transfers (three cycles of USD 120/cycle/household) in the Southeast Department.
- 4,555 people (911 households) gender-based violence victims benefitted from food assistance through cash-based transfers in Port-au-Prince. For this intervention, WFP collaborated closely with UNFPA for the joint targeting of victims of gender-based violence.

Moreover, WFP also coordinated the implementation of access-related activities to ensure assistance in the most hard-to-reach communities, particularly in Martissant in the Metropolitan area of Port au Prince. The community engagement and acceptance activities held in four different areas, included 4 focus groups for community leaders and civil society on their needs and proposals; 4 training on humanitarian principles and interaction with humanitarian actors for young members of NSAGs; and art workshops for approx. 100 youths on dance, graffiti and photography which produced an exhibition, a performance, an awareness booklet and graffiti on food security, education, and peace for the community.

3. Modifications

WFP surpassed the target of beneficiaries for this intervention. As communicated in the Interim Update, WFP provided 2 hot meals per day for a total of 15 days to 6,594 IDPs. Moreover, a second round of distributions was launched in August to respond to the drastic increase in IDPs, where WFP provided one hot meal per day during 7 days to a total of 9,734 people, including 6,594 who had benefitted

from the first round, as well as an additional 3,140 IDPs who have been added due to the increase in IDPs in sites. In that context, the total number of people reached, and the total number of hot meals distributed slightly differs compared to the original target due to the adapted response to increasing needs, as well as the increase in price of hot meals during the intervention. Likewise, regarding the CBT distribution to IPC4 households in the Southeast Department, WFP reached 4,752 households (compared to an initial target of 5,109 households) – this is due to a number of no-shows, as well as one of the targeted communes being inaccessible due to security and access constraints following the floods. WFP used the remaining funds to provide hot meals to 7,000 IDPs (alongside complementary donor funding). As detailed below for result 3 on GBV, the number of people reached is slightly below the target due to no-shows at distributions, however WFP compensated this by adding a 4th cycle (alongside complementary donor funding) for the households, thereby the total cash value for this result remains the same as target.

4. Nombre de personnes assistées directement grâce au financement du CERF au niveau du projet *

Secteur / cluster	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire									
Catégorie	Prévu					Atteint				
	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total	Femmes	Hommes	Filles	Garçons	Total
Réfugiés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Retournés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Déplacés internes	1,000	1,050	1,550	1,400	5,000	5,188	4,685	3,346	3,515	16,734
Communautés d'accueil	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres personnes touchées	6,089	6,393	9,438	8,525	30,445	8,778	7,928	5,663	5,946	28,315
Total	7,089	7,443	10,988	9,925	35,445	13,966	12,613	<u>9,009</u>	9,461	45,049
Personnes handicapées (PwD) sur le total										
	497	521	769	694	2,481	631	662	977	883	3,153

* Les chiffres représentent les meilleures estimations des personnes directement soutenues par le financement du CERF. La ventilation par sexe et âge représente les femmes et les hommes de 18 ans et plus, les filles et les garçons de moins de 18 ans.

5. Personnes indirectement ciblées par le projet

Local markets indirectly benefited from the food assistance through cash transfers provided by WFP to beneficiaries, thus contributing to improving the economic recovery and resilience communities. Through the injection of cash transfer/voucher portion as well as the provision of hot meals of the intervention (representing a total cash value of over USD 3.4M)– beneficiaries were able to support their local markets while tending to their own food needs and at the same time improve the local retailer's income to continue their activities

6. Cadre de résultats du projet CERF

Objectif du projet	Ensure food access through lifesaving (Food) assistance, in the form of Cash-Based-Transfers and hot meals distribution to 35,445 people affected by drought and urban violence.
Résultat 1	5,000 Internal Displaced people in ad-hoc sites in Metropolitan area are able to meet their food needs for 30 days receiving two hot meals per day.

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 1.1	Number of hot meals distributed for IDPs	300,000	285,267	Distribution/Cooperating partner reports
Explication du résultat et de la variation de l'indicateur	Variation is explained in the above section 3: as communicated in the last interim update, WFP provided 2 hot meals per day during 15 days to 6594 IDPs. Following this first distribution, an additional round was implemented to respond to dire needs and provide one hot meal per day during 7 days to 9,734 IDPs. With remaining funds from the result 2 (details above and below), WFP was able to further step up the response to IDPs and reach 7,000 IDPs through hot meals (alongside complementary donor funding). The remaining difference can be explained by the increase in prices of hot meals over the course of intervention (initially budgeted for USD 4.3/hot meal, which has increased to around USD 5/hot meal).			
Activités	Description	Mise en œuvre par		
Activité 1.1	Coordinate with CCCM to identify spontaneous sites of IDPs	WFP		
Activité 1.2	Finalize and sign the field agreement with the selected implementing partner for hot meals distribution	WFP		
Activité 1.3	Hot meals distribution during 30 days	WFP		

Résultat 2	25,545 people affected by economic crisis and drought in South-East department are able to meet their food needs for 90 days receiving cash transfer assistance.
-------------------	------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire			
Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification

Indicateur 2.1	FS.5a Percentage of households with acceptable food consumption score (FCS)	50	20	Interim activity monitoring
Indicateur 2.2	FS.5b Percentage of households with an borderline food consumption score	30	34	Interim activity monitoring
Indicateur 2.3	FS.5c Percentage of households with an poor food consumption score	20	45	Interim activity monitoring
Indicateur 2.4	FS.3 Reduced consumption-based Coping Strategy Index (rCSI) (Average)	7	16	Interim activity monitoring
Indicateur 2.5	Livelihood Coping Strategy Index (LCSI)	70	54	Interim activity monitoring
Indicateur 2.6	Cash.2a Number of people receiving sector-specific unconditional cash transfers	25,545	23,760	Distribution reports
Indicateur 2.7	Cash.2b Total value of sector-specific unconditional cash transfers distributed in USD	1,839,240	1,611,360	Distribution reports
Indicateur 2.8	CC.1 Number of implementing partner staff receiving training to support programme implementation	1	2	Field Level Agreements

Explication du résultat et de la variation de l'indicateur

The number of people reached and total cash value is lower than the target due to a commune initially targeted being inaccessible due to access and security constraints. As detailed in the above section, WFP used the remaining balance of funds for this result to enable the provision of hot meals for an additional 7,000 IDPs (alongside complementary donor funding). For indicators 2.1 to 2.5, WFP included the interim activity monitoring data. Due to administrative issues with the partner collecting data, final endline surveys are still ongoing and final indicators should be available by March, should the security situation allow.

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 2.1	Finalize and sign the field agreement with the selected implementing partner for CBT distribution	WFP
Activité 2.2	Training of implementing partners on targeting, registering beneficiaries, planning cash distributions, feedback mechanisms, monitoring activities	WFP
Activité 2.3	Targeting activities with local organizations to reach the most vulnerable.	Cooperating partner
Activité 2.4	Beneficiaries' registration	WFP and cooperating partner
Activité 2.5	Cash distributions to 5,109 households	WFP, cooperating partner and financial service provider
Activité 2.6	Monitoring activities (baseline, distribution monitoring, post-distribution monitoring, Market monitoring Endline)	WFP
Activité 2.7	Reporting (midterm and final report)	WFP

Résultat 3 4,900 people with at least one person in the household who has been victim of gender-based violence in Metropolitan area are able to meet their food needs for 90 days receiving cash transfer assistance.

Le résultat prévu a-t-il été modifié par une reprogrammation après la phase d'application ? Oui Non

Secteur / cluster Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire

Indicateurs	Description	Valeur cible	Valeur atteinte	Source de vérification
Indicateur 3.1	FS.5a Percentage of households with acceptable food consumption score (FCS)	50	27	Survey Household (baseline-endline)
Indicateur 3.2	FS.5b Percentage of households with an borderline food consumption score	30	38	Survey Household (baseline-endline)
Indicateur 3.3	FS.5c Percentage of households with an poor food consumption score	20	35	Survey Household (baseline-endline)
Indicateur 3.4	FS.3 Reduced consumption-based Coping Strategy Index (rCSI) (Average)	7	17	Survey Household (baseline-endline)
Indicateur 3.5	Livelihood Coping Strategy Index (LCSI)	70	76	Survey Household (baseline-endline)
Indicateur 3.6	Cash.2a Number of people receiving sector-specific unconditional cash transfers	4,900	4,555	Distribution reports
Indicateur 3.7	Cash.2b Total value of sector-specific unconditional cash transfers distributed in USD	352,800	352,800	Distribution reports
Indicateur 3.8	CC.1 Number of implementing partner staff receiving training to support programme implementation	1	0	WFP was the direct implementer for this result.

Explication du résultat et de la variation de l'indicateur Due to the vulnerability and security situation as well as continuous displacements, there were a number of no-shows to the distributions, leading to a lower number of households receiving CBT compared to the target. To compensate for this, WFP proceeded with distributing a 4th cycle to households (including by adding complementary donor funding), which is why the cash value remains the same as planned. WFP was the direct implementer for this result. Indicator 3.1 did not reach the fixed goal of 50% due to high food prices and limited availability of nutritious products, which restricted households' access to adequate food. Indicator 3.4 is the result from these economic challenges, prompting people to resort to multiple coping strategy, which are higher than the target (7).

Activités	Description	Mise en œuvre par
Activité 3.1	Coordinate with Protection sector and stakeholder working with GBV.	WFP
Activité 3.2	Finalize and sign the field agreement with the selected implementing partner for CBT distribution	WFP
Activité 3.3	Training of implementing partners on targeting, registering beneficiaries, planning cash distributions, feedback mechanisms, monitoring activities	WFP

Activité 3.4	Targeting activities with local organizations and protection sector stakeholders (referral) to reach the most vulnerable.	WFP
Activité 3.5	Cash distributions to 980 households	WFP, Financial service provider
Activité 3.6	Monitoring activities (baseline, distribution monitoring, post-distribution monitoring, Market monitoring Endline)	WFP

7. Programmation efficace

Le CERF attend des partenaires qu'ils intègrent et tiennent dûment compte des questions transversales telles que la redevabilité envers les personnes affectées (AAP), la protection contre l'exploitation et les abus sexuels (PSEA), les personnes handicapées (PwD), la centralité de la protection ainsi que le genre et l'âge. En outre, le Coordonnateur des Secours d'Urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires sous-financés⁶ qui manquent souvent de considération et de visibilité appropriées : les femmes et les filles, les personnes handicapées, l'éducation et la protection. **Dans la section suivante, veuillez montrer comment les questions intersectorielles et les quatre domaines prioritaires sous-financés du ERC ont été intégrés et devraient mettre en évidence l'impact obtenu si possible.**

a. Redevabilité envers les personnes affectées (AAP)⁷ :

People affected by the armed groups violence were consulted through focus groups and were able to express their needs. This enabled WFP to guide the activities and modalities chosen for the intervention. Regular consultations were held to ensure their involvement in the implementation and monitoring of the project. Furthermore, appropriate communication mechanisms were put in place to share useful and timely information with the affected populations through the projects cycle. Communication guidance and materials were developed by WFP and implemented in communities through its cooperating partners.

b. Mécanismes de retour d'information et de plainte d'APP :

WFP put in place a community complaints and feedback mechanism consists of various channels such as a toll-free hotline, helpdesk, feedback committee, suggestion boxes and more. For the reporting period, a total of 2496 feedback/complaints were received through the hotline (550) and the helpdesk (1946). The cases received are distributed as follows, positive feedback (1267), assistance request (1060) mostly refer to inclusion requests from people who were not targeted due to limited resources, information request (124), negative feedback (33) received from people who were not satisfied with the targeting and the quality of the food, technical issues (9), fraud/corruption cases (2) that were addressed and (1) security issue related to the general context.

In addition, other accountability mechanisms such as complaint forms, signing of non-disclosure agreements and collection of unidentified disaggregated information, awareness campaigns on PSEA and data storage were put in place and ensured confidentiality. Protocols for identifying and destroying unused data were also put in place.

c. Prévention de l'exploitation et des abus sexuels (PSEA) :

The hotline also serves as a mechanism to receive complaints related to PSEA. This mechanism is confidential. WFP has PSEA focal points in charge of addressing these complaints and ensuring confidentiality and follow-up, and are also part of the PSEA taskforce, which is under the leadership of the Resident Coordinator in Haiti. For the reporting period, zero SEA case was received or identified.

⁶ En janvier 2019, le coordonnateur des secours d'urgence (ERC) a identifié quatre domaines prioritaires qui sont souvent sous-financés et peu considérés quand des fonds sont alloués à une action humanitaire. Le ERC a recommandé aux CR/CH d'accorder davantage d'attention à ces quatre domaines en s'assurant qu'ils sont pris en compte de manière concrète lors de la priorisation des besoins pour les demandes au CERF. Bien que le CERF reste axé sur les besoins, l'ERC recherchera des équipes de pays pour prioriser les projets et les activités intégrées qui abordent systématiquement et efficacement ces quatre domaines. Ces quatre domaines sont : (1) l'appui aux femmes et aux filles incluant la violence basée sur le genre, la santé reproductive et l'autonomisation des femmes ; (2) les programmes ciblant les personnes vivant avec un handicap ; (3) l'éducation dans les crises prolongées ; (4) les autres aspects de la protection. Veuillez-vous référer aux questions et réponses relatives aux quatre domaines prioritaires du ERC [ici](#).

⁷ Le AAP et le PSEA font partie intégrante des engagements de l'IASC et sont donc obligatoires pour la conformité de toutes les agences et partenaires des Nations Unies. Les agences n'ont pas nécessairement besoin de mettre en place de nouveaux mécanismes AAP et PSEA pour les projets CERF si des mécanismes fonctionnels sont déjà en place. Pour plus d'informations, veuillez référer [aux engagements de l'IASC AAP](#).

d. Focus sur les femmes, les filles et les minorités sexuelles et de genre, y compris la violence sexiste :

WFP and its implementing partner prioritized highly food insecure households, including those with children of less than 2 years old and/or pregnant and lactating women and girls, as well as monoparental households. Food insecurity and malnutrition are not only linked to food availability and access, but also to deeply rooted gender norms that direct how men, women, girls and boys are affected in relation to diets, feeding practices and quantity received. As a result, tailored nutritional messages have been developed, focusing on age and gender according to their specific nutritional needs. With regards to gender-based violence, as part of its operations, the WFP set up a free hotline for all beneficiaries, to which cases can be reported for confidentially. Likewise, gender-based violence victims were specifically targeted for one component of this intervention. This project was an important milestone to tackle gender-based violence and provide essential support to victims' food security and enable them to buy essential needs. WFP is exploring how to apply GBV referencing in other activities to continue to provide such essential support.

e. Personnes handicapées (PwD) :

WFP adapted its assistance to the particular needs of people with disabilities. PwD were also specifically targeted as part of this intervention, with households with PwD being a targeting criteria. WFP and its implementing partner ensured that distribution sites were adapted to be accessible by PwD, and during the registration and distribution processes, PwD were given priority. In the event that PwD could not come to the distribution site, WFP and the implementing partner gave the possibility to have them represented by an alternate

f. Protection :

WFP and its partner integrated a protection component in this intervention by systematically involving local authorities and communities. Through the hotline, WFP provided beneficiaries with a direct line of communication to guarantee that any issue would be identified and treated appropriately. Moreover, WFP sensitized cooperating partners on the importance of abiding by humanitarian principles and respect protection standards at every stage of the implementation of the programme. Protection aspects were duly taken into consideration during the selection of distribution sites and distribution processes

g. Éducation :

NA

8. Programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat

Utilisation de programme de transferts monétaires (PMT) / de bons d'achat :

Prévu	Atteint	Nombre total de personnes recevant l'assistance
Oui, le PTM est un composant	Oui, le PTM est un composant	28,315

Si **non**, veuillez expliquer pourquoi les transferts monétaires / les bons d'achat n'ont pas été pris en compte. Lorsque cela est possible, cet programme doit être considérée comme une option de réponse par défaut, et les transferts monétaires à objectifs multiples (MPC) doivent être utilisées dans la mesure du possible.

Si **oui**, notez brièvement comment les transferts monétaires / les bons d'achat sont utilisée, en soulignant l'utilisation des transferts monétaires à objectifs multiples (MPC), et si des liens avec les systèmes de protection sociale existants ont été explorés.

As detailed above, cash-based transfers were distributed to vulnerable IPC4 households in the South-East department as well as to victims of GBV.

Paramètres de modalité PMT / de bons d'achat :

Activité spécifique (y compris le # d'activité du cadre de résultats ci-dessus)	Nombre de personnes	Valeur du cash (US\$)	Secteur / cluster	Restriction
Activity 2 – food assistance through CBT in the Southeast department	23,760	US\$ 1,611,360	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire	Sans restriction
Activity 3 – food assistance through CBT for gender-based violence victims	4,555	US\$ 352,800	Sécurité alimentaire - Assistance alimentaire	Sans restriction

9. Visibilité des activités financées par le CERF

Titre	Lien web / source
Tweet	https://x.com/WFP_Haiti/status/1742573676485071321?s=20
Tweet	https://twitter.com/WFP_Haiti/status/1704602784480272770
Tweet	https://twitter.com/WFP_Haiti/status/1701988080394051917 https://twitter.com/WFP_Haiti/status/1699216998004048185 https://twitter.com/WFP_Haiti/status/1699108179152392244 https://twitter.com/WFP_Haiti/status/1696248084831850982 https://twitter.com/WFP_Haiti/status/1694716915577745428 https://twitter.com/WFP_Haiti/status/1694434528750887058 https://twitter.com/WFP_Haiti/status/1690023242793115648

ANNEXE: FINANCEMENTS DU CERF TRANSFERES AUX PARTENAIRES DE MISE EN ŒUVRE

CERF Project Code	Cluster/Sector	Agency	Partner Type	Total CERF Funds Transferred to Partner US\$
23-RR-WFP-014	Food Assistance	WFP	NNGO	\$126,811
23-RR-WFP-014	Food Assistance	WFP	NNGO	\$85,825
23-RR-WFP-014	Food Assistance	WFP	NNGO	\$13,991
23-RR-WFP-014	Food Assistance	WFP	NNGO	\$139,900
23-RR-WFP-014	Food Assistance	WFP	NNGO	\$24,761
23-RR-WFP-014	Food Assistance	WFP	NNGO	\$140,801
23-RR-CEF-019	Nutrition	UNICEF	NNGO	\$100,000
23-RR-CEF-019	Nutrition	UNICEF	INGO	\$50,000
23-RR-CEF-019	Nutrition	UNICEF	NNGO	\$50,000
23-RR-CEF-019	Nutrition	UNICEF	GOV	\$43,293
23-RR-FAO-009	Agriculture	FAO	NNGO	\$76,845
23-RR-FAO-009	Agriculture	FAO	NNGO	\$44,627
23-RR-FAO-009	Agriculture	FAO	NNGO	\$61,514
23-RR-FAO-009	Agriculture	FAO	NNGO	\$43,321